

Organismes gouvernementaux partenaires et autres ministères –

Conformité douanière pour les envois transfrontaliers É.-U.-Canada



Table des matières

Introduction	3
Organismes gouvernementaux partenaires (OGP) – États-Unis	5
Autres ministères (AM) – Canada	15
Comment puis-je savoir si mes produits nécessitent l’approbation d’un OGP ou AM?	18
Ressources non gouvernementales aidant à la conformité des OGP et AM .	24
Courtiers en douanes	
Fournisseurs de services logistiques	
Exigences de conformité des OGP et AM	27
Systemes de déclaration à guichet unique simplifiant la conformité des OGP et AM	30
États-Unis – Déclaration à guichet unique par l’entremise de l’ACE	
Canada – Initiative du guichet unique	
Conclusion	36



Introduction

Les entreprises américaines et canadiennes d'expédition transfrontalière connaissent sans doute le rôle que la [U.S. Customs and Border Protection \(CBP\)](#) et l'[Agence des services frontaliers du Canada \(ASFC\)](#) jouent dans le processus douanier. Après tout, il s'agit des deux organismes chargés de gérer la circulation des marchandises à la frontière de leur pays respectif et d'assurer la conformité complète à tous les règlements d'importation et d'exportation. Les dizaines de ministères et d'organismes gouvernementaux qui jouent également un rôle dans le processus de dédouanement à la frontière sont moins connus.

Aux États-Unis, ces entités sont appelées des « [organismes gouvernementaux partenaires](#) », ou OGP. Près de 50 OGP établissent des directives d'importation et d'exportation pour les produits qui relèvent de leur compétence. La [Food and Drug Administration \(FDA\)](#) des États-Unis, par exemple, impose des exigences d'importation pour les médicaments sur ordonnance, les appareils médicaux et les cosmétiques,

entre autres. La CBP agit au nom de chaque OGP pour s'assurer que les envois entrant aux États-Unis ou en sortant respectent toutes les exigences.

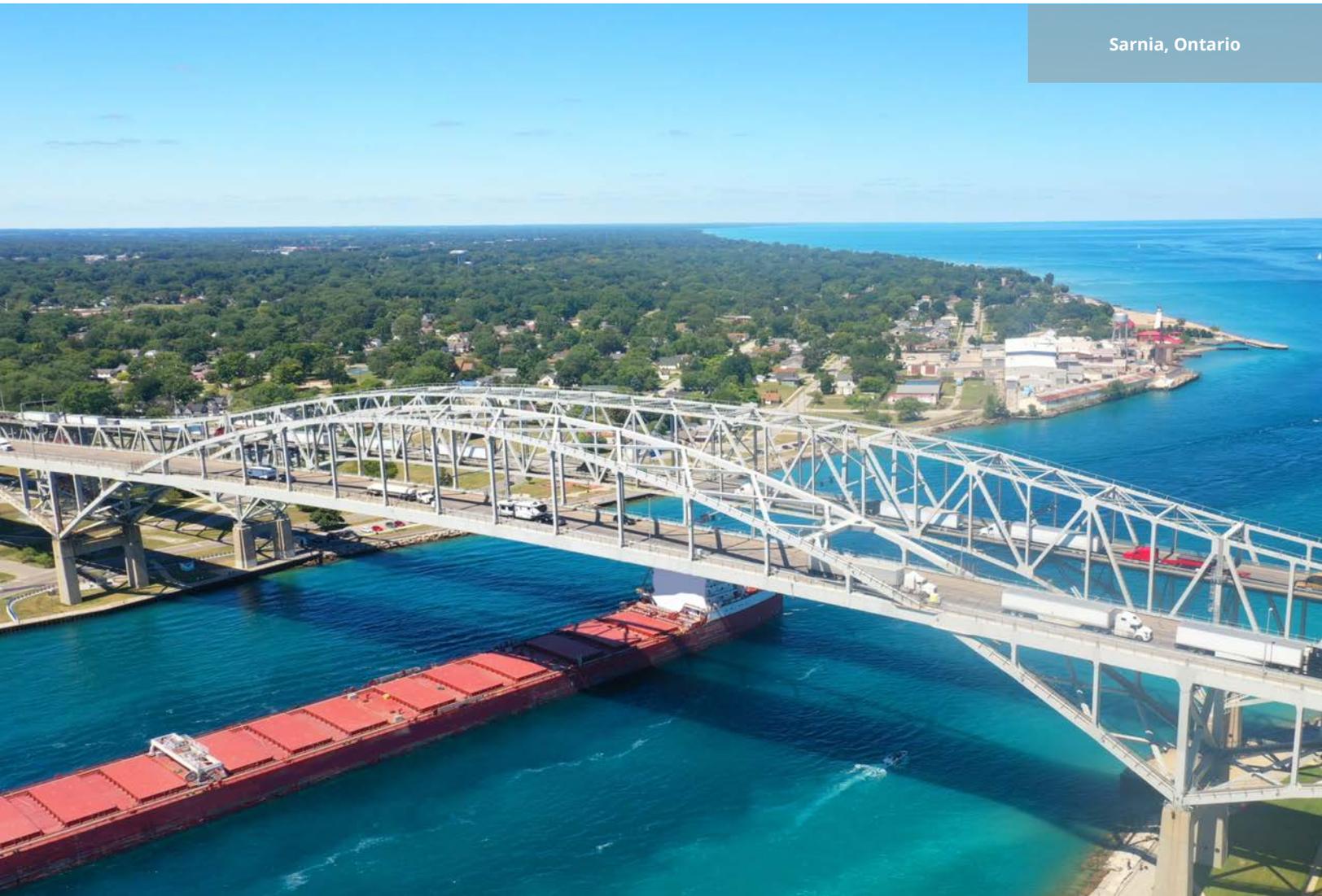
Au Canada, les ministères et organismes compétents en matière d'importation et d'exportation sont généralement appelés les « [autres ministères](#) », même s'ils sont parfois également appelés des OGP. Il y a un peu moins de 20 AM, et l'ASFC soutient chacun d'eux en s'assurant que l'ensemble des permis, des inspections ou des licences requis sont en place pour les envois. Par exemple, [Transports Canada \(TC\)](#) est l'AM responsable de l'importation des véhicules, des pneus et des produits connexes. Les importateurs de n'importe lequel de ces produits doivent s'assurer de se conformer entièrement aux exigences de TC et avoir tous les documents en place avant l'arrivée d'un envoi à la frontière.

De nombreux expéditeurs ont vu leurs stratégies d'expédition transfrontalière dérailler parce qu'ils ne respectaient pas

les exigences des OGP et AM. Selon les courtiers en douanes de [Livingston International](#), ne pas inclure les documents appropriés avec votre envoi peut entraîner des retards coûteux à la frontière canadienne, surtout si d'autres ministères (AM) sont concernés.

Dans la plupart des cas, la non-conformité se produit lorsqu'un expéditeur ne sait pas que des documents supplémentaires sont nécessaires, que plusieurs organismes ont compétence sur ses produits ou qu'un OGP ou un AM a modifié ses exigences de conformité. C'est pourquoi il est essentiel que les expéditeurs des É.-U. et du Canada comprennent le rôle important que jouent ces organismes dans le processus de dédouanement. Les entreprises doivent savoir comment déterminer quels organismes partenaires, le cas échéant, ont autorité sur leurs produits et comment assurer une pleine conformité à toutes les exigences.

L'analyse suivante nous éclairera à ce sujet. La discussion comprend une liste de tous les OGP et AM aux É.-U. et au Canada, ainsi que de l'information pour aider les expéditeurs à déterminer ce qui peut avoir une incidence sur leurs envois. En outre, les expéditeurs apprendront qu'ils peuvent obtenir de l'aide pour s'y retrouver dans cette étape difficile du processus de dédouanement, notamment en faisant appel à un courtier en douanes expérimenté ou à un fournisseur de services logistiques transfrontaliers qualifié.



Sarnia, Ontario

An American flag is shown waving on a tall pole against a blue sky with scattered white clouds. The flag is positioned on the right side of the frame, with its top corner near the top right. The text is overlaid on the bottom left of the image.

Organismes
gouvernementaux
partenaires – OGP –
États-Unis

Vous trouverez ci-dessous une liste des [organismes gouvernementaux partenaires \(OGP\)](#) qui, avec la Customs and Border Protection, supervisent l'importation de produits aux États-Unis. Veuillez noter que cette liste n'est pas exhaustive et que de nombreux produits relèvent de la compétence de plusieurs organismes. Un expéditeur peut s'assurer de se conformer pleinement aux exigences de l'OGP en consultant un courtier en douanes ou un partenaire logistique expérimenté, entre autres ressources.



Ministère de l'Agriculture des É.-U.

Service d'inspection de la santé des animaux et des végétaux (APHIS)

L'APHIS réglemente l'importation et l'exportation d'animaux et de végétaux.

APHIS Trade

Cet organisme certifie que les produits agricoles des É.-U. expédiés dans les marchés internationaux respectent les exigences d'importation des pays importateurs et que les produits qui entrent aux É.-U. respectent les normes des É.-U. L'organisme s'efforce également d'éliminer les barrières injustifiées imposées par les partenaires commerciaux.

APHIS eFile

Il s'agit du système en ligne par l'entremise duquel les expéditeurs soumettent des demandes de documents, y compris des permis d'importation, et reçoivent des directives réglementaires.

Service de marketing agricole (AMS)

Établit des normes et des exigences pour les produits agricoles aux É.-U., y compris les aliments, les fibres et les cultures spécialisées.

Service de salubrité alimentaire et d'inspection (FSIS)

Le FSIS fournit des conseils sur l'exportation et l'importation de viande et de volaille, y compris les exigences en matière d'emballage et d'étiquetage.

Service d'agriculture à l'étranger (FAS)

Supervise la réglementation concernant le commerce des produits alimentaires et agricoles. Il surveille notamment les niveaux de pesticides et de médicaments vétérinaires présents dans les aliments et les produits agricoles aux États-Unis et en provenance de plus de 70 autres pays.



Ministère du Commerce des É.-U.

Bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS)

Le BIS applique les lois et les règlements des É.-U. en ce qui a trait à l'exportation de marchandises, de logiciels et de technologies qui sont régis par les [Export Administration Regulations \(EAR\)](#) [règlements sur l'administration des exportations] axés sur la sécurité nationale. Les EAR régissent l'exportation, la réexpédition et le transfert dans le pays d'articles à des fins commerciales qui peuvent également être utilisés dans des armes classiques, des armes de destruction massive, des activités terroristes ou des violations des droits de la personne.

Service national de la pêche marine (NMFS)

Réglemente les importations et les exportations de fruits de mer et de produits de la mer. Toutefois, comme l'indique l'organisme, plusieurs organismes américains régissent le commerce des produits de la mer, ce qui signifie qu'une entreprise doit s'assurer de trouver avec précision le bon organisme de réglementation.

Bureau des textiles et de l'habillement (OTEXA)

Réglemente les importations et les exportations de textiles, de vêtements, de chaussures et d'articles de voyage. (Les [articles de voyage](#) comprennent les malles, les valises, les étuis d'ordinateurs, les sacs marins et autres types de contenants dont la surface extérieure est faite d'un matériau textile.)

Bureau du recensement

Responsable de la collecte, de la compilation et de la publication de statistiques sur le commerce international. Recueille de l'information sur plus de 9 000 produits d'exportation et 18 000 produits d'importation.

Commission des zones franches

Autorise le réseau de plus de [360 zones franches](#) existant aux États-Unis. Les zones franches permettent aux entreprises de bénéficier d'avantages douaniers spéciaux, comme le report des droits, l'exemption de droits, l'exemption fiscale des États et localités et un traitement simplifié.

Une fois qu'elles sont approuvées par la FTZ Board, la U.S. Customs and Border Protection est responsable de l'application des lois sur l'importation.

Application de la loi et conformité

Cherche à éviter que des importations déloyales atteignent les États-Unis. Le bureau accorde la priorité à l'application des mesures antidumping et de droits compensateurs. [Les droits compensateurs désignent les droits évalués sur les exportations arrivant aux É.-U. qui ont été subventionnées par un gouvernement étranger. Les [lois antidumping](#) s'appliquent aux exportations à destination des États-Unis dont le prix est inférieur à ce qui est considéré comme une « valeur normale ».]





Defens ministère de la Défense des É.-U.

Agence de gestion des contrats de défense (DCMA)

Travaille directement avec les fournisseurs du secteur de la défense pour s'assurer que les fournitures et les services gouvernementaux sont achetés et livrés à temps. La DCMA travaille en étroite collaboration avec la U.S. Customs and

Border Protection pour garantir l'exactitude des envois et offrir l'exemption de droits de douane aux envois admissibles.

Corps d'armée du génie

Travaille avec d'autres organismes fédéraux, ainsi qu'avec les gouvernements des États et les administrations locales, les nations tribales, les organisations internationales et d'autres entités pour offrir de l'aide technique en matière de planification, d'ingénierie et de construction.



Ministère de l'Énergie des É.-U.

Bureau de l'efficacité énergétique et de l'énergie renouvelable

Collabore avec des pays étrangers, des organismes multilatéraux et l'industrie mondiale afin d'élargir le marché des technologies d'énergie propre des É.-U.

Bureau de l'énergie fossile

Responsable de la [recherche et du développement fédéraux](#) visant à faire progresser les technologies afin d'atteindre les objectifs climatiques des É.-U. et de réduire au minimum les répercussions environnementales de la consommation de combustibles fossiles. En ce qui a trait au commerce international, l'organisme [délivre des permis](#) d'importation et d'exportation de gaz naturel et de gaz naturel liquéfié.

Administration de l'information sur l'énergie

Recueille, analyse et diffuse de l'information indépendante et impartiale sur l'énergie afin de promouvoir l'élaboration de politiques judicieuses, l'efficacité des marchés et la compréhension du public.

Bureau de l'avocat général

Conseille et soutient l'Energy Department dans la mise en œuvre des lois, des règlements et des politiques des É.-U.





Ministère de la Santé et des Services à la personne des É.-U. (HHS)

Administration des aliments et des médicaments (FDA)

Réglemente un vaste éventail de produits, y compris les médicaments destinés à l'usage humain et vétérinaire, les dispositifs médicaux destinés à l'usage humain, les vaccins et autres produits biologiques, les produits électroniques émettant des radiations, les cosmétiques, les suppléments alimentaires, les produits du tabac et les aliments (à l'exception de certains produits de viande, de volaille et d'œufs, qui sont réglementés par le Department of Agriculture des É.-U.).

Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC)

Réglementent l'importation de matériel biologique infectieux pour la recherche et le développement de diagnostics, de produits thérapeutiques et de vaccins, et pour soutenir les tests en laboratoire. Voici les matériels pouvant nécessiter un permis d'importation :

- Agents biologiques infectieux pouvant causer des maladies chez les humains.
- Matériels dont on sait ou dont on peut raisonnablement penser qu'ils contiennent un agent biologique infectieux.
- Vecteurs de maladies humaines (comme les insectes ou les chauves-souris).



Ministère de la Sécurité intérieure des É.-U. (DHS)

Garde côtière (USCG)

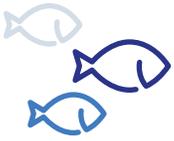
Travaille avec d'autres OGP pour prévenir l'entrée de marchandises illicites au pays et protéger les frontières du pays. La Coast Guard est la seule direction militaire qui ne relève pas du Department of Defense.

Douanes et protection des frontières (CBP)

La CBP est chargée de « prévenir l'entrée aux É.-U. de terroristes et de leurs armes, tout en facilitant le commerce et les déplacements internationaux légaux ». La CBP applique les protocoles réglementaires au nom de tous les OGP.

Administration de la sécurité des transports (TSA)

Organisme de sécurité chargé de protéger les systèmes de transport du pays afin d'assurer la liberté de circulation des personnes et du commerce. En ce qui concerne le commerce international, la TSA coordonne avec la CBP la mise en œuvre d'initiatives de contrôle du fret aérien et d'évaluations des envois fondées sur les risques.



Ministère de l'Intérieur des É.-U.

Service des pêches et de la vie sauvage (FWS)

L'Office of Law Enforcement de l'U.S. FWS réglemente tous les déplacements internationaux d'espèces sauvages aux États-Unis. Le FWS applique également les traités internationaux, comme la [Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction \(CITES\)](#).



Ministère du Travail des É.-U.

Bureau des statistiques sur le travail (BLS)

Principale source de données du gouvernement au sujet de l'activité du marché du travail, des conditions de travail, des changements de prix et de la productivité dans l'économie américaine. Offre des conseils statistiques à d'autres ministères et organismes fédéraux afin de répondre à leurs besoins en matière de données.



Ministère de la Justice des É.-U.

Bureau de l'alcool, du tabac et des armes à feu (ATF)

Applique les lois et règlements fédéraux concernant les transactions internationales d'armes à feu, de dispositifs de destruction, de tabac et d'alcool. L'ATF délivre des [licences et des permis](#) aux personnes qui importent et exportent des armes à feu et des explosifs.

L'organisme applique également les lois fédérales relatives aux [cigarettes de contrebande](#) importées aux États-Unis sans paiement des taxes et mises en vente à des prix réduits.

Administration de la lutte antidrogue

Délivre des permis d'importation et d'exportation pour les envois contenant des substances contrôlées. L'organisme travaille avec la CBP et d'autres organismes pour prévenir l'entrée de drogues illégales aux États-Unis.

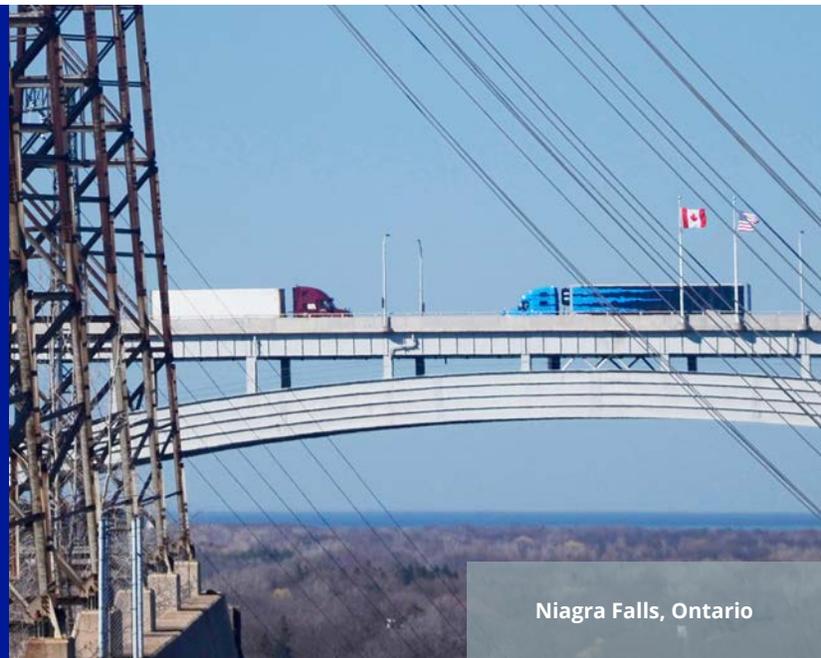
Aux É.-U., près de 900 000 personnes travaillent pour des entreprises canadiennes et 8 millions d'emplois environ sont liés au commerce avec le Canada.



900 000 EMPLOYÉS DES
ENTREPRISES CANADIENNES



8 MILLIONS
D'EMPLOIS AUX É.-U.





Département d'État des É.-U.

Bureau de l'administration et bureau de la gestion logistique

Organise les déplacements, le transport et l'entreposage pour les employés des organismes du gouvernement des États-Unis et leur famille lorsqu'ils sont affectés à des postes partout dans le monde.

Direction des contrôles commerciaux de la défense

Gère l'exportation et l'importation temporaire d'articles et de services de défense régis par la [Arms Export Control Act](#) [loi sur le contrôle des exportations d'armes].

Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales

Travaille par l'entremise des voies diplomatiques pour soutenir les politiques des É.-U. en matière de protection des océans et de l'environnement, et pour promouvoir la coopération internationale dans les sciences et la technologie.

Bureau des missions étrangères

Soutient les opérations diplomatiques et consulaires des É.-U. partout dans le monde.



Trésor des É.-U.

Bureau des taxes et du commerce de l'alcool et du tabac (TTB)

Applique les lois fédérales régissant l'importation d'alcool et de produits du tabac, y compris la délivrance des permis requis et la perception des taxes d'accise fédérales applicables.

Autorité fiscale (IRS)

Génère les numéros d'identification aux fins de l'impôt pouvant être requis pour les déclarations officielles. Surveille l'application des avantages offerts par les traités fiscaux internationaux.

Bureau du contrôle des actifs étrangers (OFAC)

Administre et applique les sanctions économiques et commerciales à l'appui de la sécurité nationale des États-Unis et d'autres objectifs de politique étrangère. L'organisme se concentre sur la lutte contre les actions

des pays et des régimes étrangers, des terroristes, des trafiquants internationaux de stupéfiants et des personnes qui représentent une menace à la sécurité nationale des États-Unis

Réseau de lutte contre les crimes financiers (FinCEN)

Protège le système financier des États-Unis contre les activités illicites et lutte contre le blanchiment d'argent au moyen de la collecte, de l'analyse et de la diffusion de renseignements financiers. FinCEN se coordonne avec des organismes homologues partout dans le monde pour détecter et contrecarrer les réseaux internationaux conçus pour infiltrer les banques et les institutions financières des États-Unis.



Ministère des Transports des É.-U.

Administration fédérale de l'aviation (FAA)

Applique les règlements relatifs à l'importation et à l'exportation d'avions, de pièces, de matériaux et d'appareils électroménagers.

Administration nationale de la sécurité routière

Réglemente les importations de véhicules comme les automobiles, les camions et les motocyclettes, ainsi que des pièces et des accessoires. Supervise également les importations de pneus, de casques de motocyclette, de sièges d'auto et d'autres produits liés au transport. Élabore et applique les normes fédérales de sécurité des véhicules à moteur (Federal Motor Vehicle Safety Standards, ou FMVSS) qui établissent les exigences minimales de rendement en matière de sécurité pour les véhicules à moteur et l'équipement automobile vendus aux États-Unis.

Bureau des statistiques sur les transports (BTS)

Source prédominante de statistiques sur l'aviation commerciale, les activités multimodales de transport de fret et l'économie des transports.

Administration fédérale des routes (FHA)

Assure la coordination avec d'autres organismes fédéraux, y compris la CBP, afin d'appliquer les lois et règlements fédéraux en ce qui a trait aux normes de sécurité des routes et de l'infrastructure. Travaille également avec la CBP pour faciliter les points d'entrée transfrontaliers.

Administration fédérale de la sécurité des transporteurs routiers (FMCSA)

Réglemente et supervise la sécurité de tous les véhicules automobiles commerciaux.

Administration fédérale des chemins de fer (FRA)

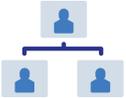
Délivre des permis pour les envois de matières dangereuses transportés par train. En outre, l'organisme travaille avec ses homologues des services ferroviaires et douaniers du Mexique et du Canada pour faciliter le transport ferroviaire transfrontalier.

Administration maritime

Travaille pour améliorer les relations de transport maritime avec certains pays et pour assurer le transport sécuritaire du fret commercial international des É.-U. Travaille également pour faciliter l'accès des transporteurs américains aux cargaisons du commerce extérieur et, si la situation le justifie, négocie un traitement réciproque en matière d'accès aux marchés étrangers pour les transporteurs américains. Cela comprend l'accès aux installations portuaires et de manutention des cargaisons ainsi que la capacité d'établir des liens entre les services intermodaux ferroviaires et routiers.

Administration de la sécurité des pipelines et des matières dangereuses (PHMSA)

Élabore et applique des règlements pour assurer le transport sécuritaire, fiable et écologique de l'énergie et d'autres matières dangereuses.



Organismes indépendants

Commission de surveillance des produits de consommation (CPSC)

Réglemente des [milliers](#) de produits de consommation afin de protéger le public contre le risque déraisonnable de blessures ou de décès. La CPSC administre et applique plusieurs lois et élabore des règlements et des normes à l'appui de ces lois. Il peut s'agir d'exigences en matière d'essais, de documentation et, dans certains cas, de la détermination qu'un produit doit faire l'objet d'un examen approfondi.

Bureau de la surveillance des importations (EXIS)

L'[Office of Import Surveillance de la CPSC](#) travaille en étroite collaboration avec la CBP pour repérer et examiner les importations de produits de consommation. Les enquêteurs d'EXIS travaillent aux points d'entrée et inspectent manuellement les envois suspects pour s'assurer qu'ils sont conformes aux normes et règlements des É.-U.

Agence de protection de l'environnement (EPA)

L'[EPA](#) veille au respect des lois environnementales qui régissent l'importation et l'exportation de produits, de matières et de déchets écologiquement sensibles en provenance et à destination des États-Unis. Les produits concernés peuvent comprendre les pesticides, les substances appauvrissant la couche d'ozone, les produits chimiques, les véhicules, les moteurs et les carburants.

Commission fédérale des communications (FCC)

La [FCC](#) veille à l'application des lois et des normes des É.-U. en matière de communications. Par exemple, la supervision de l'[équipement de radiofréquence](#) et des importations d'appareils. L'[Office of Engineering and Technology \(OET\)](#) [bureau de l'ingénierie et de la technologie] de l'organisme s'assure que les appareils à radiofréquence respectent

les exigences techniques pour mener leurs activités en toute sécurité aux États-Unis. Selon la FCC, presque tous les produits électroniques ou électriques sont capables d'émettre de l'énergie radiofréquence et doivent être testés pour démontrer leur conformité aux exigences de la FCC.

Commission du commerce international (ITC)

L'ITC publie et tient à jour le [Harmonized Tariff Schedule of the United States](#) [tarif douanier harmonisé des États-Unis], qui est la liste de tous les codes de classification douanière des produits. L'organisme sert de médiateur dans les cas où les importations sont présumées porter préjudice à la production nationale des É.-U. ou violer les droits de propriété intellectuelle des É.-U.

Commission de réglementation de l'énergie nucléaire (NRC)

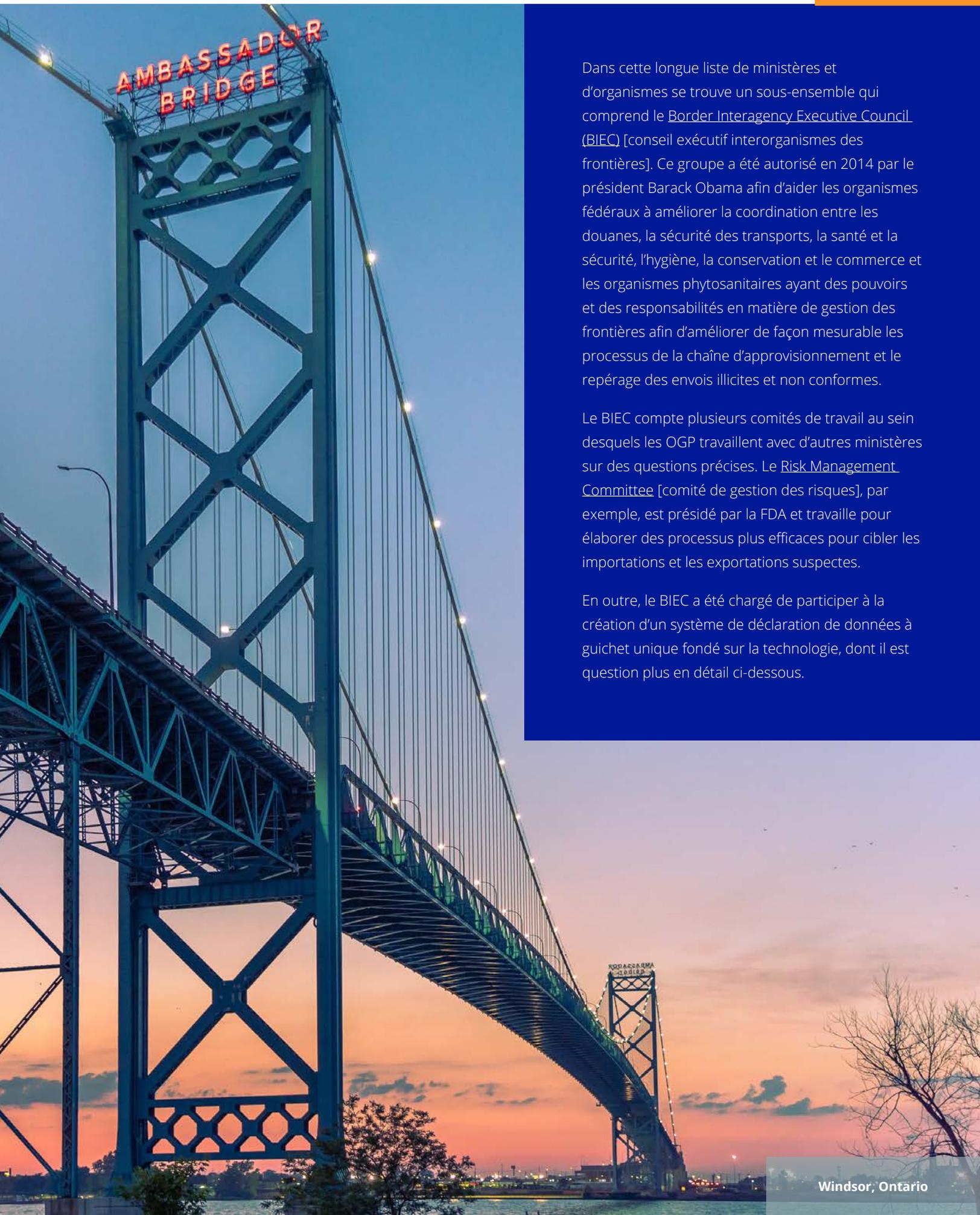
Possède le pouvoir d'autorisation des importations et des exportations de marchandises associées à l'énergie nucléaire, comme décrit dans la loi fédérale.

Agence pour le développement international (USAID)

Soutient la politique étrangère des É.-U. en offrant de l'aide au développement international et en cas de catastrophe à certains pays. Administre des programmes qui offrent des occasions d'exportation aux fournisseurs de services et de produits des É.-U. dans les pays destinataires désignés.

Bureau du représentant au commerce (USTR)

Applique la politique commerciale des É.-U. et règle les désaccords internationaux en ce qui a trait aux questions de commerce bilatéral et multilatéral, à l'accès au marché des biens et services américains, aux accords internationaux sur les marchandises et aux allégations de pratiques commerciales déloyales.



Dans cette longue liste de ministères et d'organismes se trouve un sous-ensemble qui comprend le Border Interagency Executive Council (BIEC) [conseil exécutif interorganismes des frontières]. Ce groupe a été autorisé en 2014 par le président Barack Obama afin d'aider les organismes fédéraux à améliorer la coordination entre les douanes, la sécurité des transports, la santé et la sécurité, l'hygiène, la conservation et le commerce et les organismes phytosanitaires ayant des pouvoirs et des responsabilités en matière de gestion des frontières afin d'améliorer de façon mesurable les processus de la chaîne d'approvisionnement et le repérage des envois illicites et non conformes.

Le BIEC compte plusieurs comités de travail au sein desquels les OGP travaillent avec d'autres ministères sur des questions précises. Le Risk Management Committee [comité de gestion des risques], par exemple, est présidé par la FDA et travaille pour élaborer des processus plus efficaces pour cibler les importations et les exportations suspectes.

En outre, le BIEC a été chargé de participer à la création d'un système de déclaration de données à guichet unique fondé sur la technologie, dont il est question plus en détail ci-dessous.



Autres ministères
et organismes
gouvernementaux
-AM - Canada



Au Canada, l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) aide d'autres ministères et organismes fédéraux à administrer et à appliquer les règlements et les lois applicables. Ces entités sont appelées les « autres ministères » ou AM. L'ASFC a [compilé une liste](#) des marchandises importées le plus fréquemment pour lesquelles un permis ou un certificat peut être requis auprès d'un ou de plusieurs AM. Cette liste comprend ce qui suit :

Programme canadien des armes à feu (Gendarmerie royale du Canada)

Marchandises/domaines de responsabilité : Armes à feu

Postes Canada

Marchandises/domaines de responsabilité : Postes Canada est le fournisseur de services postaux national du Canada. L'organisme [facilite le processus douanier](#) en « présentant tous les colis d'arrivée du régime international à l'ASFC aux fins d'examen douanier ». L'organisme exige une attention particulière pour les articles qui ne peuvent pas être importés par la poste, notamment les parfums, les articles périssables, les liquides inflammables, les répliques et les munitions inertes.

Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA)

Marchandises/domaines de responsabilité : [Aliments](#), végétaux, animaux (terrestres et aquatiques) et produits connexes.

L'ACIA supervise également l'étiquetage et les rappels d'aliments, les matériaux d'emballage en bois, les déchets internationaux et les machineries et les équipements usagés.

Patrimoine canadien

Marchandises/domaines de responsabilité : Marchandises figurant dans la [Nomenclature des biens culturels canadiens à exportation contrôlée](#).

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Marchandises/domaines de responsabilité : Matières, matériel et technologie nucléaires.

L'organisme réglemente également les importations de dispositifs émettant des radiations ainsi que des matières, du matériel et de la technologie à double usage dans le secteur nucléaire.

Bureau de la concurrence (Industrie Canada)

Marchandises/domaines de responsabilité : Étiquetage des vêtements, marquage des métaux précieux, emballage et étiquetage des produits autres que les aliments Responsable de l'application de la [Loi sur l'emballage et l'étiquetage des produits de consommation](#).

Programme des marchandises contrôlées (Services publics et Approvisionnement Canada)

Marchandises/domaines de responsabilité : Marchandises et technologies qui ont une importance sur le plan de la défense ou de la sécurité nationale.

Environnement et Changement climatique

Canada (ECCC)

Marchandises/domaines de responsabilité : [Espèces animales et végétales en voie de disparition ou menacées](#), ainsi que les [déchets dangereux](#) et les matières recyclables dangereuses.

L'organisme réglemente également les importations de substances appauvrissant la couche d'ozone (SACO) et de produits en contenant.

ECCC applique la [Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction \(CITES\)](#).

Pêches et Océans Canada (MPO)

Marchandises/domaines de responsabilité : Poissons et fruits de mer.

Affaires mondiales Canada

Marchandises/domaines de responsabilité : [Produits contrôlés](#), y compris les produits agricoles, le [bois d'œuvre résineux](#), l'acier, les textiles et les vêtements, les [armes à feu](#) et les [marchandises frappées d'embargo commercial](#).

Santé Canada

Marchandises/domaines de responsabilité : Aliments, appareils émetteurs de rayonnement, biens de consommation, drogues, matériels médicaux, pesticides, produits de santé naturels, produits pharmaceutiques, substances toxiques, vitamines.

Innovation, Sciences et Développement économique

Canada (ISDE)

Marchandises/domaines de responsabilité : Matériel de radiocommunication et de télécommunication, droits de la propriété intellectuelle.

Régie de l'énergie du Canada (auparavant Office national de l'énergie)

Marchandises/domaines de responsabilité : Gaz naturel, y compris les produits dérivés du butane, du propane et de l'éthane. Électricité, essence, pétrole.

Ressources naturelles Canada (RNCan)

Marchandises/domaines de responsabilité : [Explosifs](#), y compris les [feux d'artifice](#) et les munitions.

[Diamants](#) (Bureau du processus de Kimberley), produits consommateurs d'énergie visés par le Règlement, [produits forestiers](#).

Agence de la santé publique du Canada (ASPC)

Marchandises/domaines de responsabilité : Agents pathogènes humains et toxines, ainsi qu'un article précis du [Règlement sur la santé des animaux](#).

Transports Canada (TC)

Marchandises/domaines de responsabilité : Véhicules et pneus, transport de marchandises dangereuses.





Comment puis-je
savoir si mes produits
nécessitent l'approbation
d'un OGP ou AM?

Il incombe aux entreprises de déterminer si leurs produits sont régis par des OGP ou AM et d'assurer une pleine conformité aux exigences de chaque organisme. N'oubliez pas que certains produits sont régis par plusieurs OGP et ne seront pas autorisés à entrer ou à être exportés avant que chaque agence ait donné son approbation.

États-Unis – Déterminer les exigences des OGP

Aux États-Unis, plusieurs organismes facilitent le processus en tenant des bases de données qui énumèrent les « produits réglementés » qui sont sous leur contrôle. Une entreprise peut déterminer les exigences possibles d'un OGP en vérifiant auprès de tous les organismes pertinents. Voici quelques liens utiles :

[Service d'inspection de la santé des animaux et des végétaux \(APHIS\)](#). L'APHIS offre un accès rapide aux manuels électroniques qui donnent des directives sur les exigences d'importation pour les végétaux, les produits végétaux, les animaux et les produits animaux qui relèvent de sa compétence.

[Commission de surveillance des produits de consommation \(CPSC\)](#). Étant donné que la CPSC supervise des milliers de produits, on estime qu'il est souvent plus facile d'énumérer ce qu'elle ne réglemente pas. Par conséquent, elle tient une liste de produits qui ne relèvent pas de sa compétence, ce qui peut aider les entreprises à trouver l'organisme approprié pour assurer une pleine conformité.

[Base de données sur les produits réglementés de la Consumer Product Safety Commission](#). Offre un aperçu des lois et règlements applicables pour chaque produit.

Centres de contrôle et de prévention des maladies.

Les directives des CDC précisent clairement que si vous prévoyez importer l'un des articles suivants, vous aurez besoin d'un permis d'importation des CDC, les articles énumérés étant les suivants :

- Agents biologiques infectieux pouvant causer des maladies chez les humains (p. ex., bactéries, virus, champignons).
- Matériels dont on sait ou dont on peut raisonnablement penser qu'ils contiennent un agent biologique infectieux (p. ex., sang, tissus, fluides).
- Vecteurs de maladies humaines (p. ex., moustiques, tiques ou chauves-souris).

[Agence de protection de l'environnement \(EPA\)](#). L'EPA donne des directives détaillées sur son [site Web](#) afin d'aider les expéditeurs dans le processus de conformité en matière d'importation et d'exportation.

Administration des aliments et des médicaments (FDA)

La FDA fournit une liste des exigences réglementaires pour tous les produits qui relèvent de sa compétence. Le site Web [Importing FDA Regulated Products](#) [importation de produits réglementés par la FDA] donne aux importateurs un aperçu des exigences en matière d'importation pour chaque catégorie de produits.

Administration nationale de la sécurité routière.

L'organisme publie sur son site Web une [foire aux questions](#) détaillée qui aborde les problèmes liés aux exigences d'importation des produits qui relèvent de sa compétence. En outre, l'Office of Vehicle Safety Compliance (OVSC) de l'organisme tient une section [Importation and Certification](#) [importation et certification] qui aborde les problèmes liés à l'importation de véhicules.



La moitié des importations mondiales du Canada vient des É.-U. et les É.-U. représentent près de la moitié des investissements directs étrangers au Canada.



Service national de la pêche marine. Les membres de la communauté du commerce des produits de la mer peuvent accéder à l'outil d'importation et d'exportation des produits de la mer [Seafood Import and Export Tool](#) de l'organisme afin de déterminer les programmes de surveillance commerciale précis de la NOAA qui s'appliquent à leurs produits.

Bureau des textiles et de l'habillement. L'agence énumère les exigences relatives à l'entrée sur le marché américain ([U.S. Market Entry Requirements](#)) qui orientent les membres de la communauté commerciale vers différentes ressources d'information sur l'étiquetage, la sécurité des produits et l'information sur l'importation d'un produit en particulier.

Service des pêches et de la vie sauvage (FWS). L'Office of Law Enforcement offre des conseils pour les produits qui relèvent de l'autorité de l'U.S. FWS. Toutes les importations et exportations d'espèces sauvages doivent être conformes à la réglementation des É.-U. et doivent entrer aux É.-U. ou en sortir par l'entremise d'un [port désigné du U.S. Fish and Wildlife Service](#). Les nouveaux expéditeurs doivent communiquer avec l'Office of Law Enforcement de l'U.S. FWS, situé dans les installations portuaires désignées.

Comme l'indique l'U.S. FWS : « Nous ne sommes pas le seul organisme gouvernemental à réglementer les envois contenant des espèces sauvages. » Voici d'autres organismes pouvant superviser un produit en particulier :

- [U.S. Department of Agriculture \[ministère de l'Agriculture des É.-U.\]](#)
- [Centers for Disease Control](#)
- [U.S. Customs and Border Protection](#)
- [National Oceanic and Atmospheric Administration Fisheries \[administration nationale des affaires océanographiques et atmosphériques\]](#)
- [U.S. Food and Drug Administration](#)
- [U.S. Postal Inspection Service \[services de l'inspection postale\]](#)

Centres d'excellence et d'expertise

En plus de vérifier auprès d'un organisme en particulier, la CBP maintient un réseau de [centres d'excellence et d'expertise](#) qui peuvent aider les expéditeurs à déterminer les exigences des OGP. Le réseau est composé de 10 centres différents situés aux États-Unis, chacun servant de centre d'information pour les catégories de produits désignées. Chaque centre est doté de spécialistes en produits qui peuvent aider les membres de la communauté commerciale dans le processus transfrontalier. Voici les centres commerciaux actuels :

Emplacement	Domaines d'expertise
Buffalo, New York	Matériaux industriels et de fabrication
New York, New York	Produits pharmaceutiques, de santé et chimiques
Detroit, Michigan	Automobile et aérospatiale
Chicago, Illinois	Métaux communs
Atlanta, Géorgie	Produits de consommation et marchandisage de masse
Miami, Floride	Agriculture et produits préparés
Houston, Texas	Pétrole, gaz naturel et minéraux
Laredo, Texas	Machines
Los Angeles, Californie	Appareils électroniques
San Francisco, Californie	Vêtements, chaussures et textiles

Le Canada soutient le secteur manufacturier : environ 79 % des biens canadiens exportés vers les É.-U. servent à la production d'autres marchandises.



L'Automated Commercial Environment (ACE)

L'Automated Commercial Environment (ACE) est le système de classement par point d'entrée unique utilisé par les membres de la communauté commerciale pour transmettre tous les documents douaniers à la CBP. Dans le cadre de l'ACE, les importateurs et exportateurs présentent tous les documents requis, [y compris les documents requis par les OGP](#), et le système achemine automatiquement les documents requis aux OGP compétents.

L'ACE est décrit plus en détail ci-dessous.

Canada – Déterminer les exigences des AM

Le gouvernement canadien met à la disposition des expéditeurs un certain nombre de ressources pour les aider à déterminer si une marchandise donnée est réglementée par un AM particulier.

Voici ces ressources :

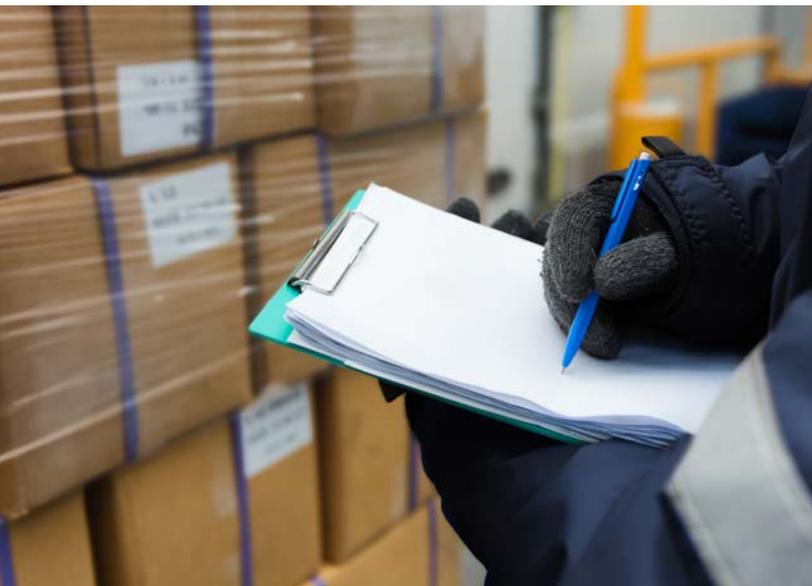
Initiative du guichet unique - Déclaration intégrée des importations - Correspondance des données

Comme aux États-Unis, le Canada possède un système de déclaration unique pour toutes les transactions liées aux douanes. Le système du Canada s'appelle l'[Initiative du guichet unique \(IGU\)](#) et est géré par l'ASFC. Les renseignements et la documentation requis sont soumis dans l'IGU, puis transférés à tous les ministères et organismes gouvernementaux appropriés.

Le système comprend l'outil [Marchandises réglementées – tables de critères de correspondance des éléments de données](#) qui permet de déterminer rapidement si un produit est réglementé par un certain organisme. Il aide les expéditeurs à déterminer quels autres ministères ont autorité sur leurs produits.

À l'heure actuelle, [neuf](#) autres ministères utilisent le guichet unique pour gérer leurs transactions d'importation et d'exportation. Les autres ministères, appelés les organismes gouvernementaux partenaires (OGP), sont les suivants :

- Agence canadienne d'inspection des aliments
- Commission canadienne de sûreté nucléaire
- Environnement et Changement climatique Canada
- Pêches et Océans Canada
- Affaires mondiales Canada
- Santé Canada
- Ressources naturelles Canada
- Agence de la santé publique du Canada
- Transports Canada



Le Canada est l'un des trois principaux marchés d'exportation pour 46 États et le plus important marché pour 36 États.



L'ASFC offre un exemple du fonctionnement du processus pour les produits réglementés :

Un partenaire de la chaîne commerciale aimerait déterminer si une marchandise, désignée par le code du SH 2903140000 (le code du SH le plus répandu pour les substances appauvrissant la couche d'ozone), est réglementée par Environnement et Changement climatique Canada.

ÉTAPE 1

Sélectionnez Environnement et Changement climatique Canada à partir de la liste des OGP de la table de critères de correspondance des éléments de données.

Faites Ctrl+F pour chercher un élément de donnée précis.
Dans cet exemple, le code du SH est choisi comme élément de donnée.

ÉTAPE 2

ÉTAPE 3

Tapez « 2903140000 », qui est le code du SH de la marchandise qui pourrait être réglementée par un des programmes d'Environnement et Changement climatique Canada.

Le code du SH 2903140000 ne s'avère PAS un code du SH valide d'un programme quelconque d'Environnement et Changement climatique Canada.

ÉTAPE 4

ÉTAPE 5

Puisque le code du SH 2903140000 n'est PAS un élément de donnée correspondant, la marchandise n'est pas réglementée par le programme des substances appauvrissant la couche d'ozone et des hydrocarbures de remplacement d'Environnement et Changement climatique Canada.

Les expéditeurs peuvent utiliser l'outil Marchandises réglementées – tables de critères de correspondance des éléments de données pour déterminer rapidement si une certaine marchandise relève de la compétence de l'un des neuf OGP participants. Pour les produits réglementés par d'AM qui ne participent pas au guichet unique, l'expéditeur doit consulter les critères d'importation et d'exportation de chaque organisme.

- Par exemple, le [ministère du Patrimoine canadien](#), qui administre et applique la [Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels](#) en collaboration avec l'ASFC, offre des conseils détaillés sur son [site Web](#) pour obtenir les permis requis.
- [Innovation, Sciences et Développement économique Canada](#) fournit des directives détaillées sur l'importation d'équipement de radio et de télécommunications.
- La [Régie de l'énergie du Canada](#) (auparavant l'Office national de l'énergie), qui gère les importations et les exportations de gaz naturel, d'électricité et de pétrole, fournit des directives détaillées sur son site Web. Les permis sont délivrés à la suite d'un processus écrit comportant une période de commentaires du public, entre autres exigences.
- Le [Programme canadien des armes à feu](#), qui est géré par l'organisme d'application de la loi, la [Gendarmerie royale du Canada](#), réglemente l'importation et l'exportation d'armes à feu. Les parties intéressées peuvent obtenir des renseignements utiles sur les exigences relatives aux permis en consultant le [site Web de la GRC](#).

- L'[Agence canadienne d'inspection des aliments](#) offre un outil de référence en ligne, le [Système automatisé de référence à l'importation \(SARI\)](#), pour repérer les produits qui relèvent de sa compétence. Elle offre également des renseignements détaillés sur les produits réglementés, notamment :



Aliments



Produits laitiers



Produits de viande



Animaux, produits et sous-produits d'origine animale



Végétaux et produits végétaux



Fruits et légumes



Produits forestiers



Semences

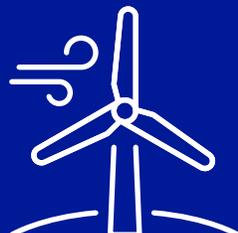


Poisson et mollusques



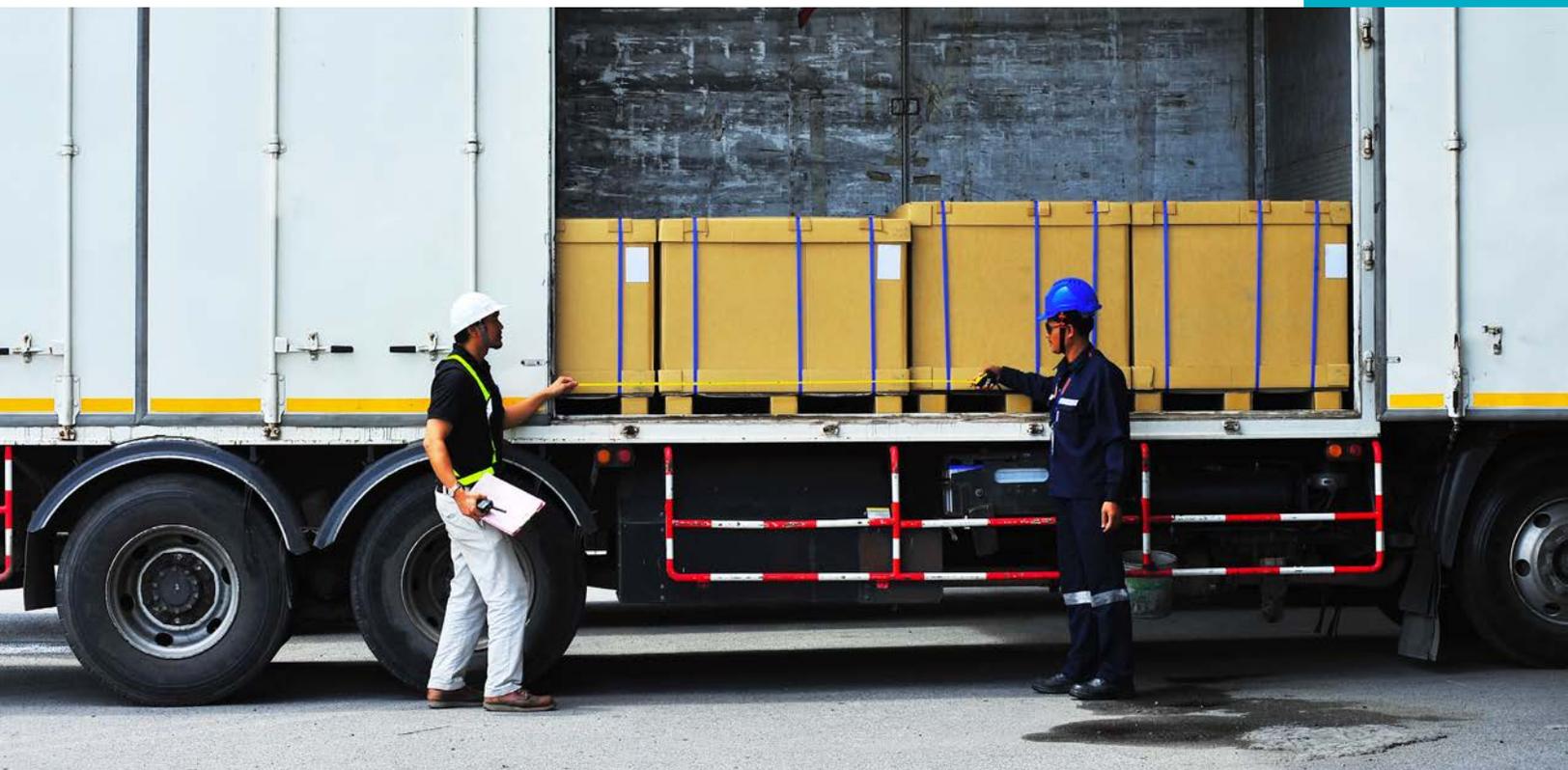
Engrais.

Le Canada regorge de ressources naturelles, ce qui en fait un fournisseur fiable et stable.





Ressources non
gouvernementales
aidant à la conformité
des OGP et AM



De nombreux expéditeurs choisissent de faire appel aux services d'un tiers, en général un courtier en douanes ou un fournisseur de services logistiques, pour gérer le dédouanement à leur place. Ces entités auront des connaissances approfondies de toutes les exigences douanières, y compris les règlements précis imposés par chaque OGP ou AM. Les experts tiers garderont le fil des changements apportés aux exigences de conformité, ce qui est très important puisque les OGP et AM actualisent fréquemment les protocoles, souvent sans grand préavis.

Courtiers en douanes

Selon la [CBP](#), les courtiers en douanes sont des particuliers, des sociétés de personnes, des associations ou des sociétés de capitaux titulaires de permis, réglementés et habilités par la U.S. Customs and Border Protection à aider les importateurs et les exportateurs à respecter les exigences fédérales régissant les importations et les exportations. Les courtiers soumettent les renseignements nécessaires et les paiements appropriés à la CBP au nom de leurs clients et leur facturent ce service.

L'[ASFC](#) offre une définition semblable, mais insiste sur le fait que « seul un courtier en douane agréé peut produire la déclaration en détail des marchandises et payer les droits » au

nom d'un importateur. « Les importateurs qui ne souhaitent pas traiter directement avec l'ASFC ont le droit d'autoriser un mandataire à faire des transactions en leur nom », précise l'organisme.

La CBP tient une liste de tous les [courtiers en douane](#) agréés [en anglais]. L'Agence des services frontaliers du Canada tient une liste semblable de [courtiers en douanes canadiens](#).

Fournisseurs de services logistiques

Une autre option consiste à faire appel aux services d'un fournisseur de services logistiques expérimenté qui offre une expertise en matière de conformité douanière entre le Canada et les États-Unis. Comme la plupart des fournisseurs n'ont pas cette capacité, un expéditeur peut devoir chercher des options viables. Ce faisant, [Purolator](#) figurera probablement sur la liste de candidats probables. [Purolator](#) offre des solutions complètes pour le transport des envois entre les États-Unis et le Canada, y compris une expertise en conformité douanière. Une équipe de spécialistes de la conformité commerciale aide les expéditeurs à se conformer aux exigences de l'ASFC et de la CBP, y compris les exigences des OGP et AM en matière d'importation et d'exportation.

En offrant son expertise en matière de conformité douanière, Purolator boucle essentiellement la boucle avec des services transfrontaliers qui comprennent ce qui suit :

- **Service complet aux États-Unis** qui assure un processus très efficace à la frontière. Les ramassages sont adaptés aux besoins commerciaux de l'expéditeur, et les envois sont souvent regroupés pour offrir un service encore plus rapide à la frontière. Le regroupement peut également se traduire par le ramassage simultané des envois de fret et de messagerie par un seul camion. Il s'agit d'une autre option pour simplifier une stratégie d'expédition transfrontalière.
- **Efficacité aux douanes.** Les spécialistes du commerce de Purolator examinent les documents d'expédition pour s'assurer que toutes les exigences douanières sont respectées. Il s'agit de l'ensemble des permis, des licences, des examens et des divers mandats de conformité exigés par les OGP et AM.
- **Services de messagerie et de transport de fret complets au Canada,** avec accès au réseau dans toutes les provinces et tous les territoires. Les expéditeurs peuvent choisir parmi un vaste éventail d'options de service pour assurer des livraisons ponctuelles qui répondent aux besoins des clients en mettant l'accent sur la souplesse et l'efficacité.
- **Services en fin de parcours.** Des livraisons à l'intérieur aux livraisons à délais précis, en passant par les services spéciaux Gants blancs et la visibilité en tout temps, Purolator offre des capacités complètes qui assurent des livraisons à temps, sûres et conviviales.

Les courtiers en douanes et les fournisseurs de services logistiques qualifiés peuvent être très utiles pour gérer les exigences de conformité des OGP et AM. Toutefois, n'oubliez pas que l'importateur demeure responsable de tous les renseignements soumis à l'ASFC ou à la CBP en son nom. Selon la [CBP](#), l'importateur a toujours la responsabilité ultime de connaître les exigences de la CBP et de s'assurer que son importation est conforme à toutes les règles et à tous les règlements fédéraux, indique la CBP, mais avoir recours à un courtier en douanes peut vous éviter de commettre des erreurs coûteuses. L'[ASFC](#) abonde dans le même sens en indiquant ce qui suit : « Même si un importateur a recours à un mandataire pour traiter avec l'ASFC, il est responsable des documents de déclaration en détail, du paiement des droits et des taxes et des corrections ultérieures comme la révision du classement, de l'origine ou de l'établissement de la valeur ».

Une entreprise doit donc examiner tous les renseignements et avoir confiance dans leur exactitude avant de les soumettre.

EN 2022, LE STOCK D'IED
DU CANADA
AUX É.-U.
A ATTEINT
589 MILLIARDS
DE DOLLARS.

Échanges bilatéraux d'environ
1 billion de dollars par année,
ou 2,5 milliards chaque jour.



A close-up photograph of a person's hand holding a rugged, handheld industrial PDA device. The device has a screen and several buttons, including a prominent orange one. The person is wearing a dark blue long-sleeved shirt. The background is a blurred warehouse or industrial environment with cardboard boxes and a table. The overall image has a professional, industrial feel.

Exigences de conformité
des OGP et AM

Une fois qu'on identifie un produit qui fait partie de la portée d'un OGP ou d'un AM, la prochaine étape consiste à déterminer les protocoles de conformité précis de l'organisme. Selon les courtiers en douanes [Livingston International](#), il peut s'agir d'obtenir un permis, un certificat ou d'autres documents spéciaux, en plus des documents de douane standard. Dans certains cas, souligne [Livingston](#), il se peut que les agents des douanes aient à examiner les envois pour vérifier qu'ils portent les marques ou les étiquettes appropriées. Dans d'autres cas, des inspecteurs qualifiés qui travaillent au nom de l'AM concerné doivent examiner les documents ou les marchandises avant leur mainlevée.

Les exigences de conformité varieront en fonction de chaque OGP ou AM et des attributs uniques d'un produit. N'oubliez pas que les produits qui nécessitent l'approbation de plusieurs OGP ou AM doivent respecter les exigences particulières de chaque organisme.

Voici quelques exemples :

Exigences relatives à certains produits aux É.-U.

- **Appareils électroménagers.** Les lave-vaisselle, les laveuses et les sécheuses, les déshumidificateurs et les réfrigérateurs sont parmi les produits de consommation réglementés par le [Department of Energy](#) [ministère de l'Énergie]. Les importateurs doivent s'assurer que les produits respectent les normes des É.-U. en matière de conservation de l'énergie ou de l'eau et respecter toutes les exigences en matière d'essai et de certification. De plus, les appareils électroménagers doivent respecter les exigences de la [Federal Trade Commission](#) [Commission fédérale du commerce] en matière d'étiquetage.
- **Appareils à radiofréquence.** Les produits, y compris les radios et les téléviseurs, doivent être accompagnés d'une [déclaration de la FCC](#) attestant que le modèle ou l'appareil importé satisfait à toutes les exigences de l'organisme.
- **Produits textiles.** Les textiles relèvent de l'autorité réglementaire de [plusieurs organismes](#), notamment la Federal Trade Commission, la Consumer Product Safety Commission, la Environmental Protection Agency et le U.S. Department of Agriculture.

Bien que les exigences particulières soient complexes, surtout en ce qui a trait au pays d'origine du produit, un aperçu fourni par l'entreprise [USA Customs Clearance](#) indique ce qui suit :

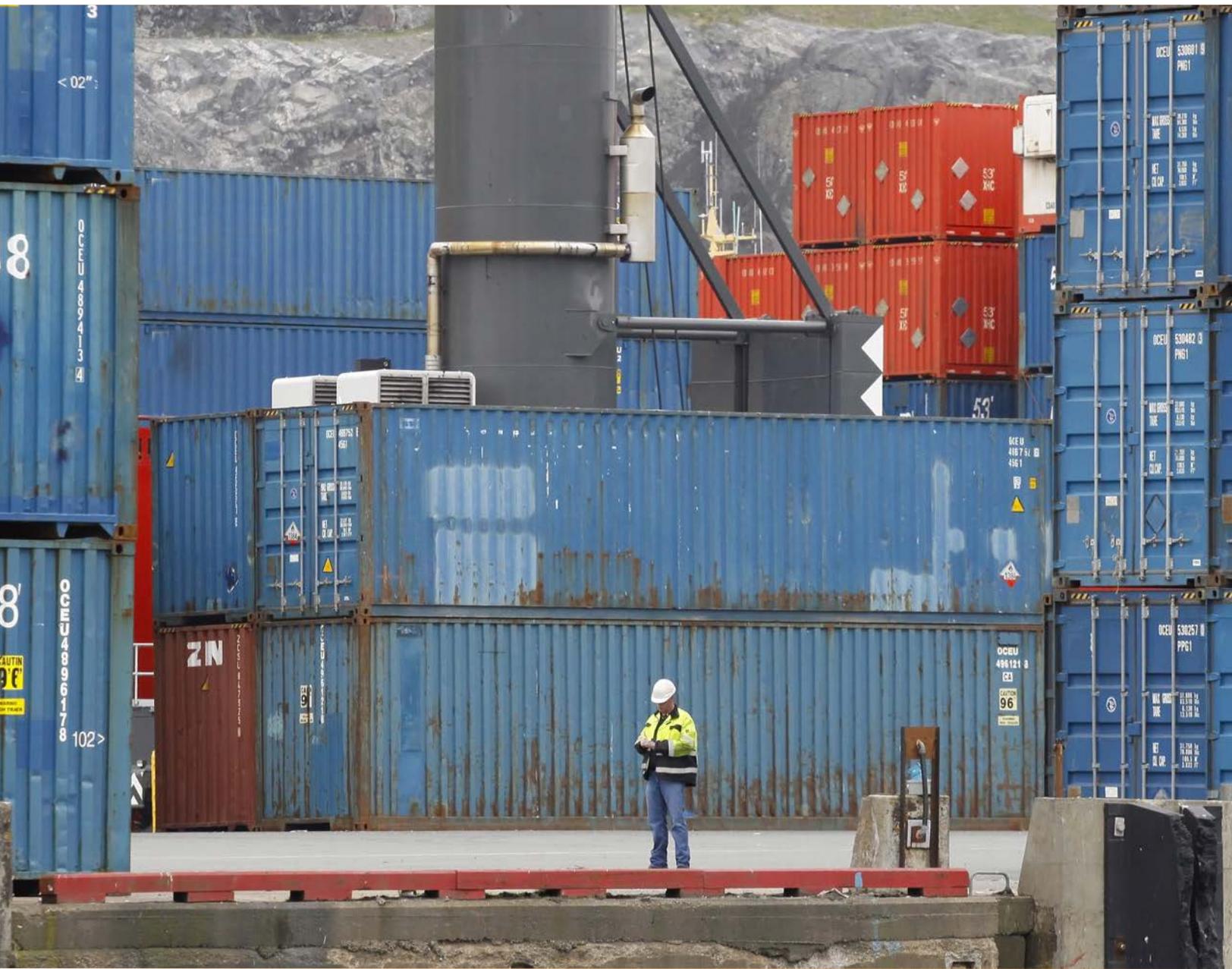
« The L'Environmental Protection Agency vérifiera la présence de substances toxiques et de pesticides. Les agents de la Federal Trade Commission sont principalement responsables de la vérification de la conformité de l'étiquette des produits et de la propriété intellectuelle. Les textiles sont fréquemment saisis en raison d'une violation des lois sur la propriété intellectuelle. Le Department of Agriculture inspectera tous les vêtements prétendument biologiques afin de s'assurer qu'ils ne contiennent pas de matières synthétiques. Enfin, la Consumer Product Safety Commission s'assurera que les textiles respectent les exigences en matière d'inflammabilité. »

- **Équipement lourd.** Les tracteurs, les bulldozers, les excavatrices et autres types d'[équipement lourd en provenance du Canada](#) doivent respecter les règlements sur les émissions de l'EPA et se conformer à toutes les exigences en matière de documentation de la CBP.



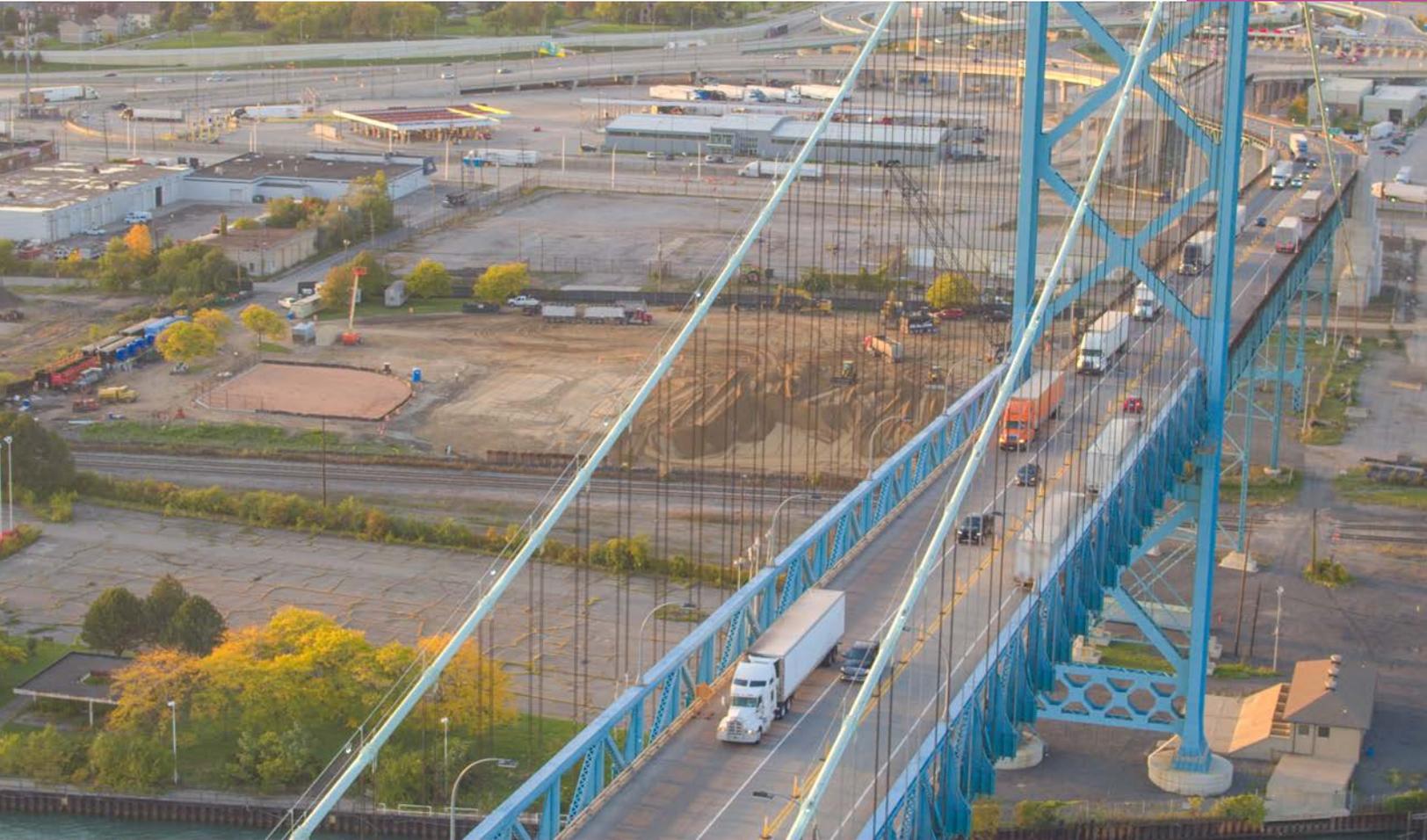
Canada – Exigences relatives à certains produits

- **Aliments, végétaux et animaux.** Les produits réglementés par l'[Agence canadienne d'inspection des aliments \(ACIA\)](#) doivent fournir les documents décrits dans le [Système automatisé de référence à l'importation \(SARI\)](#). L'ACIA examinera tous les documents et, dans certaines situations, exigera des permis, des certificats ou des inspections supplémentaires de la part d'un agent de l'ACIA.
- **Médicaments, produits pharmaceutiques, cosmétiques et dispositifs médicaux.** Les exigences d'importation de [Santé Canada](#) varient en fonction de l'annexe à laquelle appartient un médicament. Selon l'entreprise [Pacific Customs Brokers](#) [en anglais], on peut exiger une liste d'ingrédients ou un numéro d'identification du médicament (DIN) pour un produit.
- **Véhicules.** [Transports Canada](#) exige une approbation [avant l'importation](#) pour assurer la conformité aux Normes de sécurité des véhicules automobiles du Canada.



A man with a beard, wearing a light blue button-down shirt and dark trousers, is standing in a warehouse. He is holding a black clipboard with a white sheet of paper and looking down at it. The background shows tall white metal shelving units with orange straps, typical of a warehouse or distribution center. The lighting is bright, with several long fluorescent lights visible on the ceiling. The overall scene suggests a professional or industrial setting.

Les systèmes de
déclaration à guichet
unique simplifient le
processus des OGP



La conformité douanière a fait un grand pas en avant lorsque les États-Unis et le Canada ont lancé des systèmes de gestion technologiques à guichet unique. Par l'entremise du guichet unique, les membres de la communauté commerciale ont accès à un seul point d'accès pour soumettre et gérer tous les renseignements liés aux douanes. L'information et la documentation sont saisies à un seul point d'entrée, puis acheminées à tous les OGP et AM concernés.

Auparavant, les expéditeurs devaient naviguer dans un système complexe regroupant d'anciens systèmes informatiques qui n'étaient pas en mesure de « communiquer » entre eux et qui exigeaient que les expéditeurs soumettent les mêmes renseignements et documents à plusieurs reprises. Dans certains cas, les organismes gouvernementaux n'avaient pas encore adopté la technologie, ce qui forçait les expéditeurs à remplir et à soumettre manuellement les documents.

L'initiative du guichet unique découle du Plan d'action [Par-delà la frontière](#) de 2011, annoncé par le président des États-Unis, Barack Obama et le premier ministre canadien, Stephen Harper. Le plan préconisait la coopération bilatérale dans le cadre d'initiatives visant à augmenter les échanges

commerciaux entre les deux pays, notamment en facilitant les procédures de conformité transfrontalières. L'élaboration d'un système de traitement à guichet unique était une [pierre angulaire](#) de l'entente et a, en fait, aidé à améliorer le processus de conformité douanière. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de faciliter la conformité aux exigences des OGP et AM.

États-Unis – Déclaration à guichet unique par l'entremise de l'ACE

Aux États-Unis, les commerçants ont accès au guichet unique par l'entremise du système [Automated Commercial Environment \(ACE\)](#). Le système peut être utilisé pour offrir des [services complets liés aux douanes](#), comme la production de sommaires d'entrée, le paiement des droits et la conformité aux exigences des OGP.

Étant donné que le système est fondé sur la technologie, l'utilisateur doit connaître toutes les exigences techniques avant d'essayer d'y accéder pour satisfaire aux exigences douanières. Vous trouverez des renseignements détaillés sur le [site Web de la CBP](#), mais voici quelques concepts et termes essentiels :

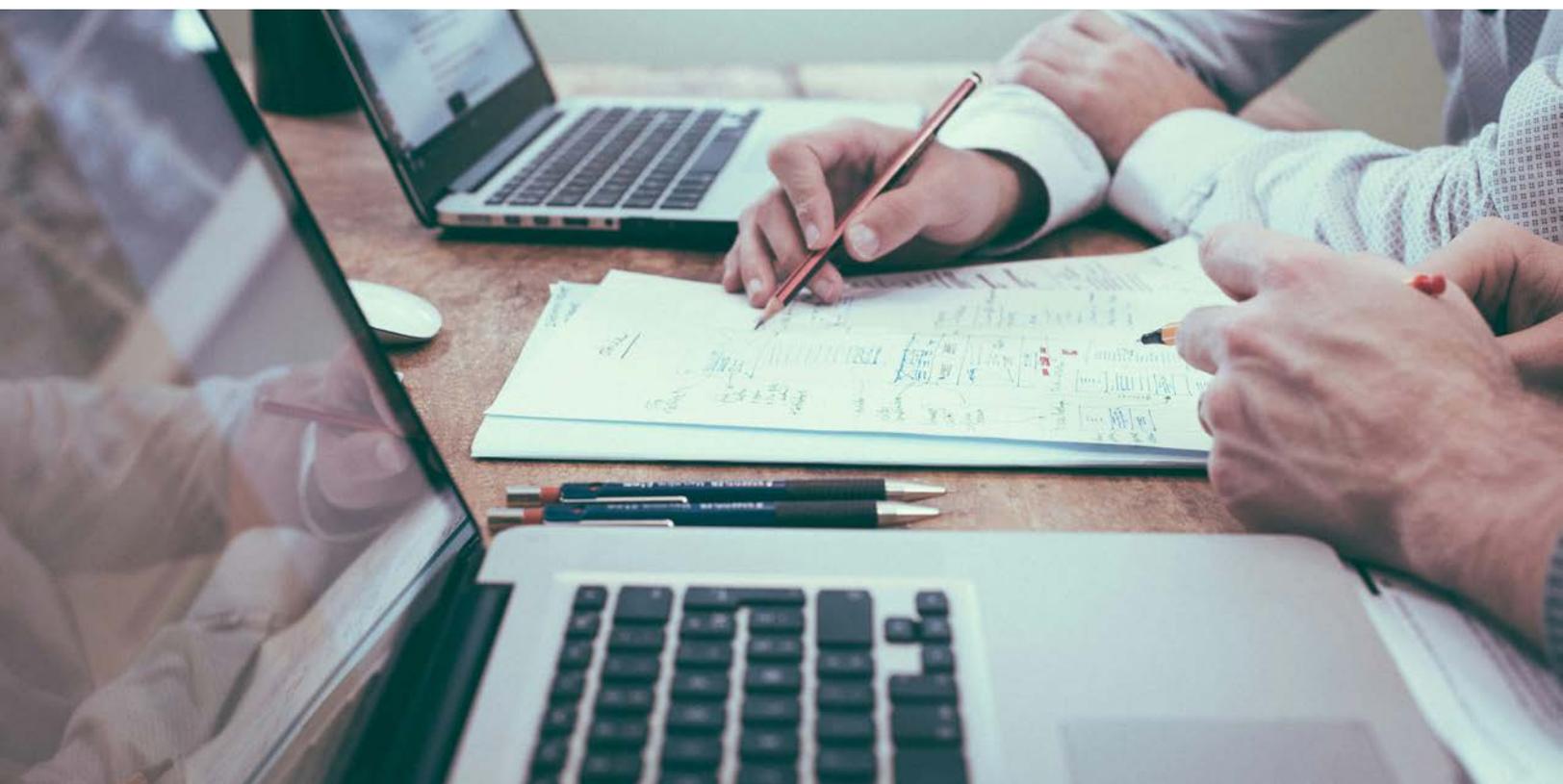
- **Interoperability Web Services [services Web d'interopérabilité]** : Il s'agit du système par lequel les données sont transmises entre le CBP et les OGP.
- **PGA Message Set [ensemble de messages de l'OGP]** : Les données regroupées recueillies par voie électronique auprès des partenaires commerciaux par la CBP au nom des OGP. Selon les remarques de la CBP, les données soumises de cette façon ont remplacé les volumes de formulaires papier exigés auparavant par plusieurs organismes.
- **Document Image System (DIS) [système d'imagerie de documents :]** Fonction permettant aux partenaires commerciaux de soumettre des documents par voie électronique sous forme de fichiers images à la CBP et à l'OGP.

Les utilisateurs peuvent accéder au guide de l'utilisateur de chaque OGP pour obtenir des renseignements précis sur la documentation et les exigences en matière d'information. Les guides de l'utilisateur des OGP actuellement offerts sont les suivants :

- [Service d'inspection de la santé des animaux et des végétaux \(APHIS\)](#)
- [Ministère de l'Agriculture des É.-U.](#)
- [Agence de protection de l'environnement](#)
- [Service des pêches et de la vie sauvage](#)
- [Administration des aliments et des médicaments](#)
- [Service de salubrité alimentaire et d'inspection](#)
- [Administration nationale de la sécurité routière](#)
- [Direction des contrôles commerciaux de la défense du département d'État](#)

De plus, les utilisateurs peuvent accéder aux formulaires d'[importation](#) et d'exportation requis par différents OGP.

L'[Automated Commercial Environment](#) permet aux membres de la communauté commerciale de respecter plus facilement les exigences de conformité des OGP. Toutefois, étant donné que l'utilisation réussie du système nécessite quelques étapes et une compréhension des exigences techniques, l'expéditeur devra investir du temps pour en assurer l'exactitude.





Canada – Initiative du guichet unique

Le système de déclaration du Canada, appelé [Initiative du guichet unique \(IGU\)](#), a été mis en œuvre en 2017. Comme son équivalent aux É.-U., l'IGU facilite le processus de conformité douanière pour les membres de la communauté commerciale. Le système soutient [neuf](#) ministères et organismes gouvernementaux participants représentant 38 programmes gouvernementaux.

L'initiative du guichet unique comprend deux options de service pour la soumission de renseignements et de documents requis à l'ASFC :

- Déclaration intégrée des importations (DII)
- Licence, permis, certificat et autres documents (LPCA).

Voici un aperçu de chacun d'eux.

Déclaration intégrée des importations

Selon les courtiers en douanes de [Livingston](#), la [déclaration intégrée des importations \(DII\)](#) est le fondement de la modernisation des processus opérationnels du gouvernement. La DII est essentiellement le document unique qui assure l'uniformité à l'échelle du guichet unique.

Par l'entremise de la DII, les déclarants soumettent tous les renseignements requis par l'ASFC et les OGP et AM en même temps, au moyen d'une seule déclaration. Le formulaire électronique peut être utilisé pour les envois assujettis à l'examen des OGP et pour ceux qui ne sont pas régis par un OGP.

Un formulaire peut être rempli auprès de l'ASFC jusqu'à 90 jours avant l'arrivée d'un envoi au premier point d'entrée, ce qui augmente la probabilité qu'un envoi fasse l'objet d'un dédouanement préalable pour l'entrée lorsqu'il arrive au Canada. Il est important de noter toutefois que les OGP n'approuveront pas tous les envois aussi longtemps à l'avance.



Santé Canada

- [Sécurité des produits de consommation](#)
- [Médicaments à usage humain](#)
- [Produits de santé naturels](#)
- [Importation des substances contrôlées et précurseurs](#)
- [Médicaments vétérinaires](#)
- [Dispositif émettant des radiations](#)
- [Sang et composants du sang](#)
- [Cellules, tissus et organes](#)
- [Ingrédients pharmaceutiques actifs](#)
- [Sperme de donneurs](#)
- [Instruments médicaux](#)
- [Pesticides](#)



Ressources naturelles Canada

- [Office de l'efficacité énergétique](#)
- [Explosifs](#)
- [Processus de Kimberley \(diamants bruts\)](#)



Agence de la santé publique du Canada

- [Biotoxines et pathogènes](#)



Transports Canada

- [Véhicules et pneus](#)

Ces guides, officiellement appelés « justifications des éléments de données », sont à jour à la fin de 2024. Il est important de noter qu'ils ne comprennent pas de lignes directrices pour tous les AM canadiens. L'[ASFC](#) indique que « d'autres justifications des éléments de données seront affichées dès qu'elles seront disponibles »

Exigences relatives aux données de la DII

Chaque OGP ou AM donne un aperçu des exigences de l'IGU et est accessible de la façon suivante :



Agence canadienne d'inspection des aliments

- [Tous les programmes \(santé des animaux, nourriture pour animaux, innocuité des engrais, aliments, protection des végétaux, végétaux à caractères nouveaux, et semences\)](#)



Commission canadienne de sûreté nucléaire

- [Substances et équipement nucléaires](#)



Environnement et Changement climatique Canada

- [Déchets dangereux et matières recyclables dangereuses](#)
- [Substances appauvrissant la couche d'ozone et les halocarbures de remplacement](#)
- [Programme relatif aux émissions des véhicules et des moteurs](#)
- [Application de la loi sur la faune](#)



Pêches et Océans Canada

- [Programme de suivi des activités commerciales](#)
- [Espèces aquatiques envahissantes](#)
- [Biotechnologie aquatique](#)



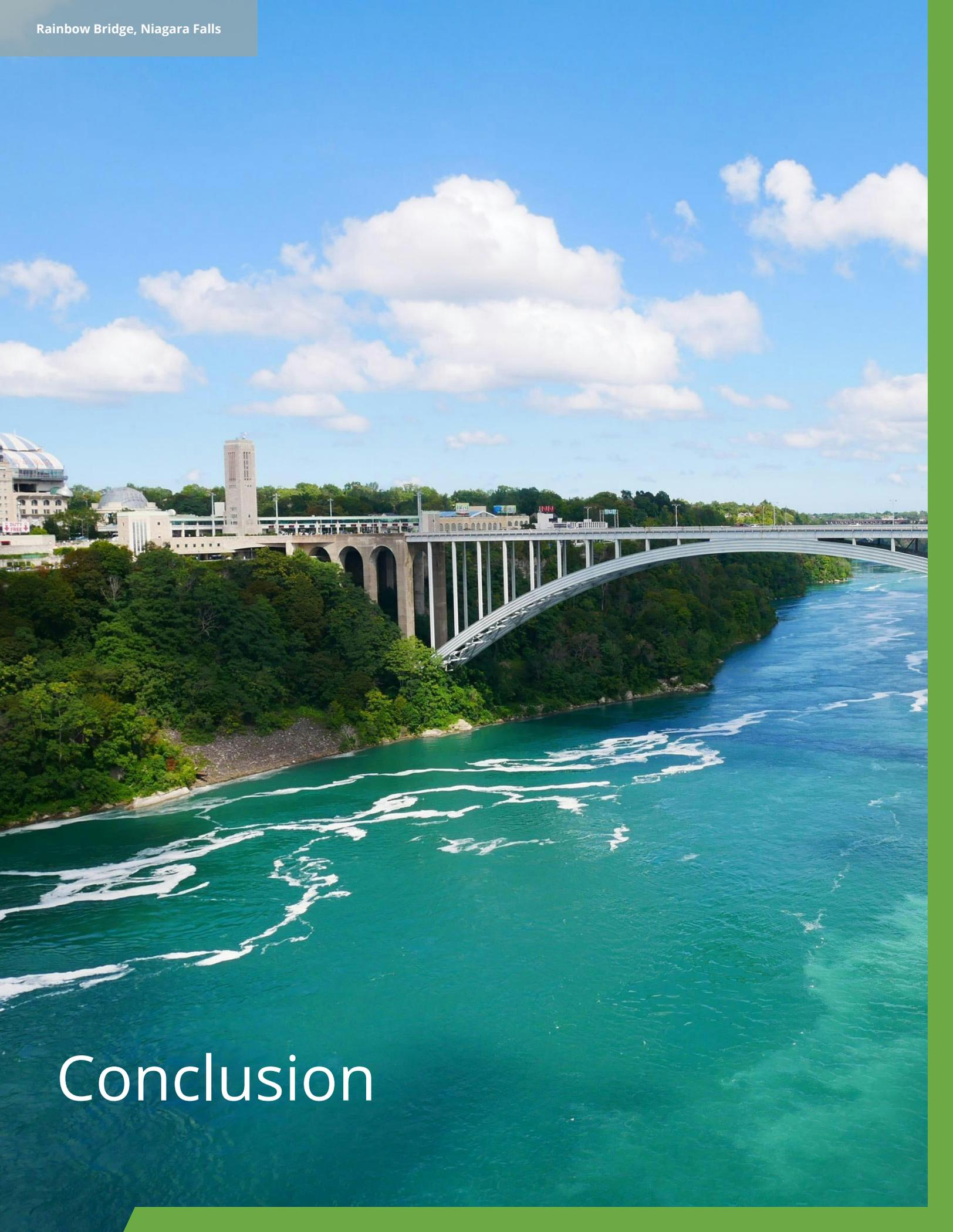
Affaires mondiales Canada

- [Contrôles à l'importation des produits agricoles, de l'acier, des textiles et des vêtements](#)

Licence, permis, certificat et autres documents (LPCA)

Une deuxième caractéristique de l'initiative du guichet unique est la fonction Licence, permis, certificat et autres documents (LPCA). Bien qu'ils soient régis par les LPCA, les importateurs respectent les exigences des OGP en matière de formulaires, de permis et d'autres types de documents.





Conclusion

Conclusion

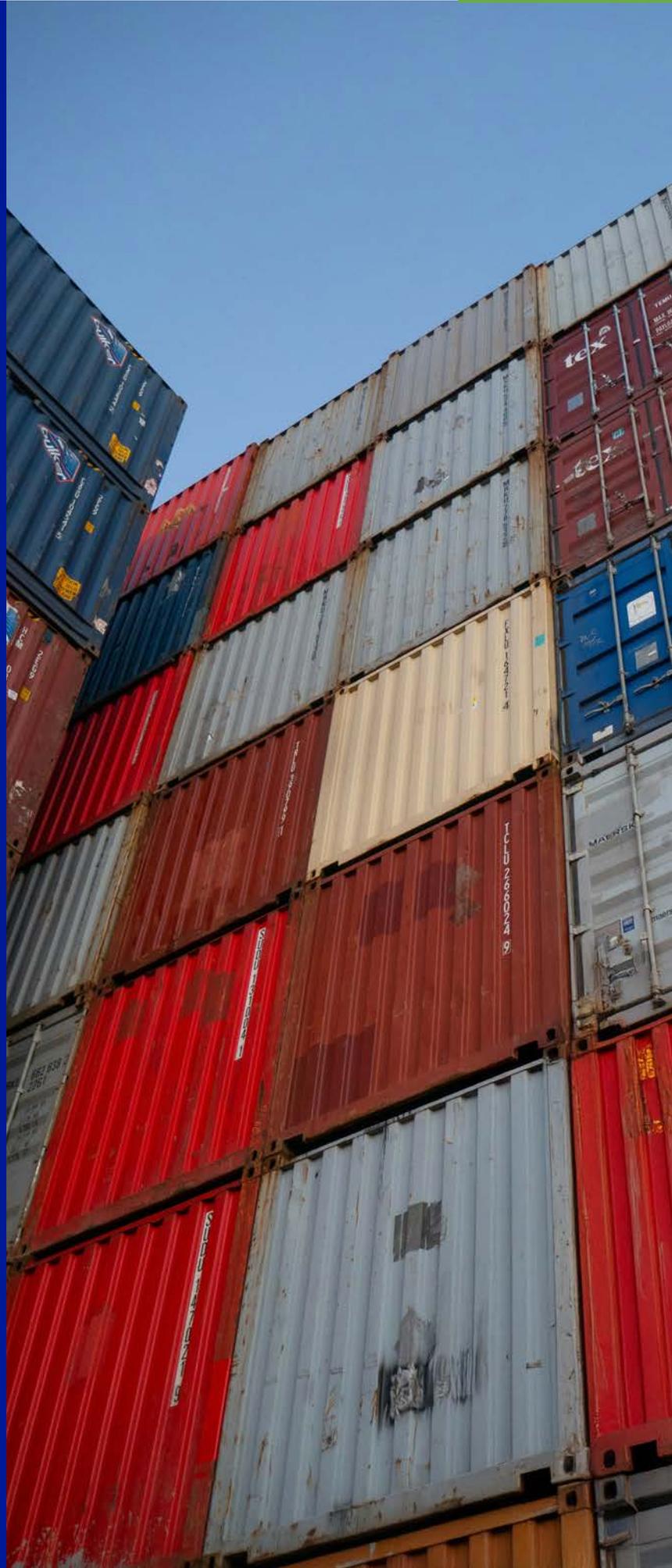
En une seule soirée en mai 2023, des agents de la U.S. Customs and Border Protection (CBP) à Louisville, au Kentucky, ont saisi trois envois distincts soupçonnés de contenir des articles de luxe contrefaits, notamment de fausses montres Rolex, des sacs à main Louis Vuitton et des colliers VanCleave & Arpels, parmi d'autres marques très connues. Si les marchandises avaient été légitimes, leur valeur aurait dépassé 3,1 millions de dollars.

Ces types de saisies se produisent chaque soir, explique LaFonda Sutton-Burke, directrice du bureau de Chicago de la CBP. Malheureusement, elle a raison. En 2022, la CBP a saisi plus de 27 000 envois de marchandises illicites d'une valeur estimée à plus de 3,3 milliards de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 152 % par rapport à l'année précédente.

Dans son rapport annuel sur les saisies liées aux droits de propriété intellectuelle, la CBP salue les organismes partenaires avec lesquels elle travaille pour détecter les produits dangereux, le vol de propriété intellectuelle et les pratiques commerciales déloyales.

Comme le montre cet exemple, les organismes gouvernementaux partenaires offrent l'expertise et les conseils nécessaires pour s'assurer que les produits qui traversent la frontière sont légitimes et respectent les normes nationales de rendement et de qualité. Bien que la plupart des envois ne suscitent pas de telles préoccupations extrêmes, cet exemple montre clairement le rôle important que ces organismes jouent dans le processus de dédouanement.

Les produits qui relèvent d'une agence gouvernementale partenaire doivent respecter toutes les exigences de conformité, sinon ils risquent d'être retenus à la frontière. La conformité aux exigences des OGP et AM est une étape inévitable et importante du processus de dédouanement. De l'aide est toutefois offerte sous forme de ressources gouvernementales ainsi que de courtiers en douanes et de professionnels de la logistique tiers.





**Vous avez besoin d'aide
pour votre logistique
transfrontalière?
Purolator peut vous aider.**

Contactez-nous

Purolator
Promesses tenues[™]

[purolator.com](https://www.purolator.com)